

## **Quand la rue se teinte de rouge et de jaune, le gouvernement se pare de rose**

La révolte fiscale à l'origine du mouvement des « gilets jaunes » prend une tournure qui a de quoi surprendre. À la baisse des impôts réclamée par les manifestants – et, plus largement, par l'ensemble de nos concitoyens et de nos entreprises –, le gouvernement est tenté de répondre par... une hausse de la fiscalité ! Pour apaiser les tensions, l'exécutif entend ainsi créer une nouvelle tranche d'imposition sur le revenu et réfléchit à maintenir la taxe d'habitation pour les 20% des ménages les plus aisés, après avoir acté il y a quelques semaines le report de la baisse de l'impôt sur les sociétés.

Encouragée par les reculades du gouvernement et pressée de récupérer un mouvement qu'elle n'a pas initié, l'extrême gauche – politique et syndicale – veut aller encore plus loin, en demandant le retour de l'ISF et l'augmentation de la fiscalité des entreprises. Son échec relatif à faire converger les luttes des « rouges » et des « jaunes » ce mardi – moins de 150 000 manifestants dans tout l'Hexagone – n'est cependant pas un échec idéologique total ; de nombreux « gilets jaunes » faisant leurs revendications ubuesques de cette frange de l'échiquier politique.

Dans ce contexte, ce n'est pas de l'orange qui résulte de ce mélange de rouge et de jaune, mais bien du rose. Le rose du socialisme que l'on pensait perdu à tout jamais, mais qui réapparaît dans les recettes concoctées par l'Élysée et Matignon pour sortir de la crise politique ; à savoir toujours plus de dépenses publiques et de prélèvements obligatoires.

La Cour des Comptes a d'ailleurs lancé ce lundi un avertissement sans appel à l'exécutif, constatant la grave dérive des dépenses publiques. La France ne pourra sans doute pas tenir ses engagements auprès de Bruxelles – le déficit tricolore devrait selon la Cour des Comptes s'établir à 3,2% du PIB cette année, soit 0,2% au-dessus du seuil exigé par l'UE –.

La solution, pourtant, est connue de tous. Mais elle demande un courage politique qu'il a manqué aux prédécesseurs d'Emmanuel Macron : mener une politique ambitieuse de réduction des dépenses publiques. Il est d'autant plus urgent d'assainir nos finances publiques qu'en cas de retournement conjoncturel, notre pays ne dispose pas des marges budgétaires pour y faire face. Le moindre choc nous conduirait à une politique de rigueur sans pouvoir, en contrepartie, soutenir l'activité.